

ANNABA

H'sen Derdour, un nom intimement lié à sa ville

«Aimer sa région, c'est aimer son pays et son peuple», disait le défunt H'sen Derdour, célèbre historien, né en 1911 dans la vieille ville de l'antique Hippone et décédé le 18 février 1997, ayant légué à la postérité une œuvre grandiose et magistrale sur l'histoire de sa ville, Annaba, et de sa région, sous le titre : 25 siècles de vie quotidienne et de lutte.

Composée de deux tomes, cette œuvre, traduite dans plusieurs langues et enseignée dans de nombreuses universités américaines et européennes notamment, porte sur les différentes périodes historiques ayant marqué cette contrée de l'Algérie, de la pré-histoire jusqu'aux premières années de l'indépendance.

Dès son jeune âge, et à travers son adhésion au mouvement scout, il avait compris que l'Algérie avait des racines qui remontent assez loin dans le temps et que son histoire est aussi riche sinon plus que celle du colonisateur.

Clerc, à Souk-Ahras puis chef comptable de la compagnie des phosphates au port de Annaba, cet autodidacte, l'esprit éveillé, avait une soif sans pareil pour la lecture et la recherche culturelle sous ses différentes facettes.

Il portait un intérêt particulier à la condition sociale de ces concitoyens sous l'occupation, en publiant de nom-

breux articles de presse et en produisant des pièces théâtrales qui reflétaient cette condition. Ce qui lui a d'ailleurs valu cinq balles dans le ventre, tirées par un colon dans un attentat le visant lui et son ami, le nationaliste Benkahla, durant la guerre de Libération.

A l'indépendance, le défunt avait dirigé le Théâtre régional de Annaba de 1963 à 1974, périodes durant laquelle le quatrième art vivait une période de faste avec la programmation d'une vingtaine de pièces de sa création, en dehors de pièces écrites par d'autres dramaturges.

Parmi ces pièces, les mordus du théâtre gardent encore à l'esprit *Errhil*, *Taous Edhill*, *Le crime du bossu*, *Bachagha Bousbous*... il a eu maille à partir avec la justice de son pays pour cette dernière pièce, on l'accusa d'avoir porté préjudice au régime en place à l'époque. Mais il se défendra en exhibant un reçu

de dépôt au niveau de l'office des droits d'auteur datant de l'année... 1956, bien avant l'indépendance donc. Malgré cela et pour le punir, on décida de dissoudre l'association El Mizhar El Bouni qu'il avait créée à la fin des années 1940. Une association ayant marqué la vie culturelle de la cité. Pour commémorer le onzième anniversaire de sa disparition, ses amis et ses proches ont pris l'initiative, en collaboration avec la direction de la culture, de faire revisiter son parcours d'homme de culture et d'historien, lors du «club du jeudi» qu'organise périodiquement cette dernière.

Des hommes de culture, dont plusieurs de ses anciens compagnons, se sont relayés à la tribune pour évoquer la contribution de cet illustre fils de Lalla Bouna, dans la connaissance de l'histoire de son pays en général et de sa région en particulier.

Ils n'omettront pas de faire ressortir sa grande culture, citant dans cet ordre d'idées ses publications sur la musique algérienne, entre autres, *Le malouf*, *ses composantes et ses compagnons de route* dont le deuxième tirage, ainsi que celui sur les *25 siècles d'histoire de Annaba* sont en rupture de stock, devant l'engouement suscité auprès du lectorat.

Intervenant à son tour, son fils Chakib a fait part durant cette commémoration de son dépit pour le peu d'intérêt manifesté par les officiels et les promesses non tenues des autorités, principalement celles en charge de la culture. Il citera à ce propos l'engagement pris en 1997 par l'ancien wali de Annaba pour la création de la fondation H'sen-Derdour.

Promesse qui n'a pas été suivie d'effet à ce jour, selon Chakib Derdour. Comme il s'est dit déçu par la non-programmation des deux pièces théâtrales, écrites par son défunt père, et remises à la ministre de la Culture lors de sa visite à Annaba il y a près de deux ans, pour être jouées à l'occasion de l'année de la culture arabe à Alger.

Il soulignera par la même occasion, qu'il se démène tout seul sans aucune aide des officiels pour la réédition des œuvres épuisées et de l'édition des manuscrits laissés par son père et ayant trait à l'astronomie, aux sites historiques de la région de Annaba et aux *Pérégrinations*, titre qui résume la vie et les péripéties de l'auteur à la recherche d'informations et de documents notamment en Tunisie et en France pour les besoins de son travail.

M. Ali Khellaf

ALGER

Des commerçants en détresse à Reghaïa

Certains sinistrés, notamment des commerçants de la commune de Réghaïa, ont été laissés en rade par les pouvoirs publics en matière d'indemnisation et d'assistance suite au séisme du 21 mai 2003. C'est le cas de le dire pour quelques-uns réduits au chômage et à la précarité au lendemain de ce tremblement de terre. Or la commune en question avait attribué des lopins de terre et des autorisations de construction à une catégorie de commerçants, qui avait subi des dommages. Par contre, des propriétaires de locaux, particulièrement d'un bâtiment qui a été quelque peu altéré mais ne présentant pas un danger pour les occupants et les commerçants du rez-de-chaussée et qui a été démolí pour des raisons inconnues, n'ont, à ce jour, rien vu venir. A noter que ces commerçants qui se considèrent, selon M. Ould Hamouda, comme lésés, attendent une hypothèque aide. «Nous sommes réduits au chômage et à la précarité. Nous avions tout perdu et les autorités communales de l'époque avaient aidé certains mais pas nous», dit-il amèrement. Effectivement, il est question, selon nos informations, des attributions après le séisme d'espaces affectés à Dar-El-Beida pour la construction de locaux commerciaux à des individus qui n'auraient, en fait, rien perdu lors de la catastrophe de 2003.

Abachi L.

TIPASA

Une famille menacée d'expulsion à Bousmail

Une mère de famille et ses quatre enfants sont sur le point d'être expulsés de leur domicile situé à Bousmail. L'initiateur de cette procédure d'expulsion n'est autre que le père qui, après avoir divorcé, a décidé de mettre la main sur ce logement appartenant à l'APC. «L'huissier de justice nous a adressé un avis pour nous chasser, mes enfants et moi, de notre domicile. Nous vivons un véritable drame. Il (son ex-mari), veut nous expulser en plein hiver et au moment où nos filles préparent leurs examens. C'est une situation injuste, d'autant plus que mon ex-mari est un riche commerçant et qu'il n'a que faire de cette maison», a indiqué, hier, M^{me} Fatma Bouzidi qui s'est présentée à notre rédaction.

«Ce logement m'a été attribué par l'APC de Bousmail qui en est toujours propriétaire. Le droit de jouissance de ce bien m'a été récemment confirmé par le premier magistrat de la commune mais aujourd'hui, toute ma famille peut se retrouver à la rue», dira-t-elle, émue. M^{me} Bouzidi s'estime lésée d'autant plus que cette affaire est pendante au niveau de la chambre administrative de la cour de justice de Blida.

T. H.

MASCARA

Plus de facilités pour l'accès à la formation professionnelle

En cette rentrée de formation professionnelle et pour la symbolique, une cérémonie a eu lieu au centre de l'INFSP de Khessibia, durant laquelle des récompenses ont été remises aux stagiaires, aux enseignants et aux retraités. Le secteur de la formation compte 37 structures et au cours du deuxième semestre 2007, le corps enseignant a été renforcé par le pourvoi en 20 postes pour une meilleure prise en charge des stagiaires au nombre de 8 000 dont 3 000 pour cette rentrée professionnelle. Il est utile de rappeler que cinq conventions ont été établies avec différents organismes pour le placement des stagiaires en fin de formation. Afin d'encourager la formation, il sera retenu par les autorités locales la nécessité d'attribuer les locaux à usage professionnel à ceux qui sont issus des centres de formation ceci en collaboration avec les différents partenaires dont l'Agence de soutien à l'emploi des jeunes. Cette décision a été accueillie avec joie par les stagiaires présents dans la salle.

D'autre part, le directeur de la formation professionnelle de la wilaya a annoncé que sur décision du wali, l'obstacle constitué par la présentation d'un certificat de travail pour l'accès aux cours du soir a été levé. La porte est donc ouverte même aux sans-emploi.

Des travailleurs de l'ex-Eaqs dans l'impasse

Ils étaient une dizaine de travailleurs de l'ex-Eaqs de Mascara à nous avoir contacté, hier, pour faire état de leur situation sociale. Cette entreprise a cessé son activité vers janvier 2007 et mise par la suite en liquidation. Ceux qui étaient employés à Mascara ont été intégrés au volet social et émarginé, nous dit-on, à la CNAG à l'instar de ceux de Sedrata, Arris et Baba-Ali. Une cinquantaine serait maintenue dans le cadre de la liquidation et ce seraient quatre liquidateurs qui y auraient défilé. Ceux qui sont restés ont été reconduits par une relation contractuelle.

Aujourd'hui nos interlocuteurs se trouvent dans l'impasse et déclarent n'avoir pas touché leurs salaires depuis environ sept mois, nonobstant la non-régularisation de leurs indemnités d'expérience professionnelle depuis fort longtemps et autres droits. Ils crient leur désarroi car, disent-ils, toutes les portes sont fermées devant eux.

M. Meddeber

BÉJAÏA

Le P/APW fustige le wali et le bureau de la CAP

La rencontre de concertation entre l'administration et la section locale de la Confédération algérienne du patronat (CAP), qui a eu lieu dans la journée de mardi dernier au siège de la wilaya sous la présidence de la première autorité de wilaya, Rachid Fatmi, n'a pas manqué de susciter une vive indignation du président de l'APW de Béjaïa, Hamid Ferhat.

La réunion consacrée à «la présentation aux opérateurs économiques de la région du programme de développement de la wilaya» à laquelle n'aurait pas été convié, selon lui, le premier responsable de l'institution élue de la wilaya tout comme les représentants de la société

civile et la presse locale est qualifiée par le P/APW «d'étrange derby à huis clos administration-CAP ou encore plan d'assaut pour la prise des quelques miettes qui nous tombent en aumône d'Alger», ironise le président de l'APW dans une déclaration rendue publique.

Tout en dénonçant «l'exclusion de la majorité des opérateurs économiques des plus fiables, de la communauté scientifique et universitaire ainsi que les représentants de la population et de la société civile pour se permettre sans gêne et en solo de discuter de ce que doit être l'avenir de cette population», le président de l'APW de Béjaïa poursuit dans son document que «sous la bannière de la Confédération algérienne du patronat et l'alibi du développement économique de notre wilaya, un groupuscule d'affairistes-spéculeurs, aux visées

inavouées, s'offrent insidieusement la complicité de l'exécutif de wilaya». Invitant l'exécutif à «se soumettre à la loi sur la wilaya et aux choix de la population» et le président de la CAP à respecter «les règles d'éthique et d'usage», Hamid Ferhat, premier responsable de l'institution élue de la wilaya, fait observer dans sa déclaration que les projets se prennent «en compétition et dans la transparence». Hamid Ferhat fait constater encore que «l'heure est à la prise en charge réelle des questions de développement de notre wilaya et non à l'aiguillage des appétits et la course à l'allégeance».

«Le blocus économique imposé à notre wilaya n'est-il pas trop pour que le peu qu'il y a à démarer du mauvais pied?» s'indigne le président de APW.

A. Kersani

Le RND réunit ses élus

Le RND a réuni dans l'après-midi de mercredi dernier ses élus locaux à la salle de conférences de l'hôtel Chréa de Béjaïa.

En présence du chef du cabinet d'Ouyahia, Abdeslam Bouchouareb, et des deux députés du parti à Béjaïa, Allat Omar et Kamel Bouchoucha, la rencontre des élus du RND a été l'occasion pour les participants de débattre du guide de l'élue et de la mise en œuvre des dix engagements du parti d'Ouyahia pris devant la population lors de la dernière campagne électorale pour les locales. Le regroupement des élus a été aussi une opportunité pour le responsable du RND de rappeler la position du parti concernant la situation de blocage qui prévaut dans certaines communes. Pour Abdeslam Bouchouareb, le message est «clair», à savoir œuvrer à ce que toutes les municipalités

retrouvent «harmonie et cohésion dans le seul intérêt de servir le citoyen».

Le délégué d'Ouyahia à Béjaïa a appelé ses élus à entamer «les consultations nécessaires afin de mettre fin à ces situations de blocage». Tout en rappelant également le «soutien» de leur parti à Bouteflika et leur «engagement en faveur de la mise en œuvre de la réconciliation nationale», les élus présents ont abordé aussi le prochain congrès du parti.

Parlant du 3e congrès du RND prévu pour la fin du premier semestre 2008, Abdeslam Bouchouareb a indiqué que le parti qui adoptera ses statuts et élira ses différents organes de direction «doit absolument accorder une importance majeure à la consultation de la base militante selon un questionnaire établi à cet effet».

A. K.